

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (1982)  
**Heft:** 664  
  
**Rubrik:** En bref

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 12.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

tâches nouvelles ou les plus habiles à «vendre» les responsabilités de leur département. Pour preuve: la manière dont se font en cours d'année les attributions de la vingtaine de postes que le Conseil fédéral se réserve; M. Furgler a toujours une action urgente à mener (Constitution fédérale, aménagement du territoire, réfugiés) pour justifier une rafle intermédiaire au creux de l'été.

Au reste, la seule soupape de sécurité prévue par le législateur est, à part la réduction de tâches existantes (où? où?), tout bonnement la prise de «mesures de rationalisation». S'agissant de travaux administratifs, cette rationalisation passe par le développement du traitement électronique des données. Voilà qui n'échappera pas à IBM, Remington et consorts, toujours à l'affût de contrats avec le secteur public, dont les acheteurs passent, à tort ou à raison, pour des perfectionnistes amateurs de matériels sophistiqués, et assez prudents pour prévoir de solides réserves de capacité...

Au total, une mesure linéaire du genre du plafonnement des effectifs témoigne, comme on l'a dit, du manque d'imagination de la part de ses auteurs, mais elle oblige aussi ceux auxquels elle s'applique à faire, eux, un effort d'imagination ou plutôt d'astuce. Pour crever le plafond: la combine. Comme par exemple, la remise d'études à des instituts extérieurs à l'administration, l'engagement d'«experts» temporaires, la multiplication des contrats de droit privé (avec des conditions d'emploi qui n'ont rien à envier à celles du secteur privé le plus dur).

Bref, le plafonnement du personnel, dans l'administration et «a fortiori» aux PTT comme aux CFF, c'est la privatisation sectorielle, la sélection fine des tâches d'après leur rendement, l'habile soustraction des rouages les mieux graissés de l'Etat.

Le tout au nom de la supériorité méthodologique (pas toujours démontrée) du secteur privé et du poujadisme anti-fonctionnaire tellement à la mode en temps de crise. De crise dans ce secteur privé si rentable malgré tout. Cqfd.

## CAPITALISATION

### Les habitués du palmarès boursier

*Quelques changements importants dans le tableau de la capitalisation boursière des vingt-cinq principales entreprises suisses cotées en bourse. «Finanz und Wirtschaft» vient, une fois de plus, de publier ce tableau (n° 97 du 11.12).*

*Les résultats tiennent compte des cours au 30 novembre. Gains et pertes aboutissent à un solde positif de 6,8 milliards, à opposer à la diminution de 9,5 milliards entre 1980 et 1981. Une certaine stabilité au hit-parade: 19 entreprises mentionnées cette année étaient déjà présentes dans le premier tableau de 1961.*

*Cette année deux apparitions: Interfood au 12<sup>e</sup> rang, conséquence de la fusion avec Jacobs, et*

*Surveillance, c'est-à-dire la Société Générale de Surveillance, qui occupe le 15<sup>e</sup> rang et met en évidence l'importance de ce géant fort peu connu (une raison, peut-être, de s'intéresser à lui; l'UBS l'a déjà fait en publiant à son sujet une note d'information en mars 1982).*

*Alors que les trois entreprises en tête, UBS, Nestlé et SBS ont conservé leur rang, Hoffroche (chimie) a ravi le 4<sup>e</sup> rang au Crédit Suisse.*

*Les changements significatifs (plus de deux rangs d'écart avec le dernier classement) laissent apparaître une seule progression (Banque Populaire Suisse + 4) et six reculs: Oerlikon-Bührle (- 4), BBC (- 4), Alusuisse (- 7), Pargesa Holding (qui a pris la place de Paribas-Suisse et retrouve le rang de cette entreprise il y a deux ans - 3), Banca della Svizzera Italiana (- 3), Landis & Gyr (- 3).*

*La bourse, reflet des attentes des investisseurs, n'est pas très optimiste dans le secteur industriel.*

## EN BREF

Le vote négatif des bourgeois d'Oberägeri appelés à se prononcer sur la vente de terrain au DMF pour la place d'armes de Rothenturm (page de synthèse remarquable dans le «Tages Anzeiger», 11.12.82) a été précédé d'une intense campagne de presse dans les journaux régionaux. Affrontements très révélateurs. Voyez par exemple ces couples qui, par le biais du forum des lecteurs du «Zuger Nachrichten», s'étonnent, à la veille du vote, de la menace des partisans de la vente qui répètent: «Ou nous disons oui, ou on nous imposera le oui par l'expropriation!» Pas question de céder au chantage, écrivent ces lecteurs: «C'est la démocratie telle qu'on la pratique dans les pays de l'Est, pas ici!» Curieux retournement de l'argumentation: les partisans de l'armée pour une fois du côté du «collectivisme» et consorts...

\* \* \*

Pistes d'actions suisses, mois après mois, au long du très pédagogique calendrier 1983 des Magasins du Monde (Valentin 18, 1004 Lausanne), sur des thèmes aussi différents que la solidarité féminine,

la santé, le chômage, les étrangers, entre autres. Bonne nouvelle: au «supermarché de l'information», les Magasins du Monde ont détecté des antidotes au travail insuffisant de la presse traditionnelle; nous citons: «Solidaire» de la Déclaration de Berne, «Actualités» du Service d'information tiers monde, «Tout va bien» et «Rebrousse-Poil».

\* \* \*

Saison du ski de compétition, la publicité omniprésente quitte le vert des terrains de football ou des abords des circuits automobiles pour le blanc des fonds plus ou moins neigeux. Il faut donc se réhabituer à ces photos de champions décontractés à l'heure de la victoire, braquant avec un naturel audessus de tout éloge la marque de leurs skis en direction des caméras et des photographes. Dans ce domaine, l'overdose semble inconnue. Saisir un de ces skieurs d'élite sans qu'il parvienne à glisser son mot d'ordre publicitaire deviendrait-il un exploit? Voyez le descendeur de Leysin Silvano Meli, au repos, descente renvoyée à Val-d'Isère, qui réussit encore à poser derrière ses skis pour le photographe Maeder («24 Heures», 13.12.1982).